



HAL
open science

Noëlline Castagnez, **Quand les socialistes français se souviennent de leurs guerres. Mémoire et identité (1944-1995)**

Sébastien Ledoux

► **To cite this version:**

Sébastien Ledoux. Noëlline Castagnez, Quand les socialistes français se souviennent de leurs guerres. Mémoire et identité (1944-1995). *Histoire@Politique*: revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2023, 10.4000/histoirepolitique.8318 . hal-03966980

HAL Id: hal-03966980

<https://hal.science/hal-03966980>

Submitted on 1 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Noëlline Castagnez, *Quand les socialistes français se souviennent de leurs guerres. Mémoire et identité (1944-1995)*

préface de Jean-François Sirinelli, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, 478 p.

Sébastien Ledoux



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/8318>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.8318](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.8318)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Sébastien Ledoux, « Noëlline Castagnez, *Quand les socialistes français se souviennent de leurs guerres. Mémoire et identité (1944-1995)* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 30 janvier 2023, consulté le 01 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/8318> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.8318>

Ce document a été généré automatiquement le 1 février 2023.

Tous droits réservés

Noëlline Castagnez, *Quand les socialistes français se souviennent de leurs guerres. Mémoire et identité (1944-1995)*

préface de Jean-François Sirinelli, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, 478 p.

Sébastien Ledoux

RÉFÉRENCE

Noëlline Castagnez, *Quand les socialistes français se souviennent de leurs guerres. Mémoire et identité (1944-1995)*, préface de Jean-François Sirinelli, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2021, 478 p.

1 Historienne spécialiste des cultures politiques, en particulier celles du socialisme, Noëlline Castagnez nous offre, avec cet ouvrage tiré de son habilitation à diriger des recherches, une étude ample, rigoureuse et dense sur le rapport des socialistes au passé au cours du second XX^e siècle (1944-1995). Si la question initiale est de savoir quels sont les événements historiques sur lesquels les socialistes se sont construits pendant cinquante ans, elle s'étoffe au fur et à mesure des pages, ouvrant de multiples perspectives de recherche quant à la présence de passés chez les membres d'un parti ayant joué un rôle majeur dans la vie politique française au cours d'une période où les partis constituent « l'un des corps intermédiaires fondamentaux entre le pouvoir et les citoyens » (p. 18).



- 2 Les mémoires de plusieurs guerres sont ainsi examinées, en premier lieu celle de la Seconde Guerre mondiale qui demeure un axe structurant sur les cinquante années étudiées, à partir duquel l'identité socialiste se construit et se reconfigure, de la reconstruction de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) autour de la Résistance à la Libération, jusqu'à la fin du deuxième mandat d'un François Mitterrand rattrapé par son passé vichysto-résistant. La Première Guerre mondiale, la guerre civile espagnole et la guerre d'Algérie sont également présentes ainsi que, dans une moindre mesure, la Révolution française, la Commune et le Front populaire. L'auteure prend ainsi à bras-le-corps l'ensemble du spectre historique de la mémoire socialiste retrouvée dans les archives, ce qui constitue, sans aucune prétention à l'exhaustivité, le premier apport du livre.
- 3 Une telle amplitude repose sur des sources nombreuses et variées qui ont permis à l'historienne de suivre avec précision les évolutions de la mémoire socialiste sur cinq décennies, en captant notamment des effets de génération déterminants. Elle distingue ainsi les militants pétris de culture pacifiste qui ont connu la Première Guerre mondiale, ceux qui ont cimenté leur identité socialiste dans la Résistance, ceux qui se sont opposés à la guerre d'Algérie, en rupture avec la ligne « nationale-molettiste » de la SFIO, et ceux enfin qui sont nés après ces guerres.
- 4 L'approche diachronique ne néglige aucunement les écarts – l'un des axes de l'étude – entre la mémoire que s'efforce d'imposer la direction du parti et des mémoires territoriales. Outre les comptes rendus des comités directeurs et des conseils nationaux du parti, les interventions des socialistes au Parlement, la presse organique, nationale et locale, complétée par les archives de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina), les affiches et les brochures de formation, Noëlline Castagnez a également investigué par le bas cette mémoire socialiste à partir d'une enquête multiscalaire dans divers fonds d'archives (archives des organisations et presse à l'échelle municipale, départementale et régionale) dans des territoires meurtris par la guerre (Vercors, Limousin avec

Oradour, Nantes et sa région) ou des bastions socialistes (région parisienne, Nord-Pas-de-Calais, Bretagne laïque, Midi rouge). Son approche d'histoire culturelle du politique se nourrit des chroniques des journaux du parti sur le théâtre, de la littérature, du cinéma, de l'Histoire, de la télévision et d'un riche corpus iconographique (affiches, caricatures de presse) qui complètent une masse documentaire impressionnante. La recherche menée sur plusieurs fronts territoriaux rend compte non seulement de la réappropriation ou non des politiques mémorielles de la direction localement, mais également des pratiques endogènes – par exemple commémoratives – répondant à des enjeux historiques et politiques propres à chaque territoire. Les petites patries ont joué un rôle éminent dans la culture mémorielle des socialistes. Une telle approche permet également de prendre en compte la variété des acteurs, des dirigeants et parlementaires aux militants en passant par le personnel fédéral, les élus des municipalités, sans omettre les intellectuels liés au parti qui interviennent dans le champ mémoriel.

- 5 Cette coupe verticale scrutant les mémoires socialistes à plusieurs échelles est réalisée pour chaque période dans un ouvrage qui propose, en six chapitres, un découpage chronologique en trois temps : 1944-1958, 1958-1971 ; 1971-1995. Avec quatre chapitres qui représentent plus de la moitié du livre, la première période fait l'objet d'une attention particulière. Le premier chapitre présente le rôle central joué par la mémoire de la guerre à la Libération pour un parti qui reconstruit son identité sur la Résistance – autour notamment de Daniel Mayer, cofondateur du Comité d'action socialiste en mars 1941, et de Léon Blum – et dans la condamnation du « péché originel » du parti, soit le vote des pleins pouvoirs à Pétain par une majorité de parlementaires socialistes le 10 juillet 1940. La SFIO exclut les traîtres du « 10 juillet » lors de son congrès de novembre 1944, et met en avant les « trente-six » socialistes qui ont sauvé son honneur en refusant les pleins pouvoirs à Pétain dont Léon Blum, Félix Gouin, président du gouvernement provisoire en 1946, et Vincent Auriol, président de la République de 1947 à 1954.
- 6 La description dans les deux premiers chapitres de la longue sortie de guerre, rythmée jusqu'en 1951 par des funérailles des héros/martyrs de la guerre, est l'un des apports historiographiques majeurs de ce travail qui réévalue la place des socialistes dans la mémorialisation de la Résistance au cours de l'après-guerre, à rebours d'une bipolarisation entre gaullistes et communistes jusqu'alors retenue. Les études de cas locales soulignent tout l'intérêt des jeux d'échelle privilégiant une enquête par le bas. Outre trois grandes figures martyres socialistes, anciens ministres du Front populaire (Marx Dormoy, Léo Lagrange et Jean Lebas), l'auteure prête aussi attention à des figures locales commémorées, comme André Pantigny dans le Pas-de-Calais ou Augustin Malroux dans le Tarn. Pour autant, l'auteure analyse finement les raisons du faible poids de la mémoire socialiste sur le plan national, le parti ne construisant pas, comme les gaullistes et les communistes, un mythe résistancialiste politiquement mobilisateur. Les héros-martyrs socialistes comme Pierre Brossolette, Félix Éboué – panthéonisé en 1949 –, plus tardivement Jean Moulin, ou les lieux symboliques (Signes, maquis du Vercors) sont fondus dans le national ou au contraire territorialisés sans être identifiés comme socialistes. La dispersion mémorielle domine, à l'instar des résistants socialistes sous l'Occupation et à l'inverse du Parti communiste qui structure avec une forte discipline son identité autour des « 75 000 fusillés ». La SFIO, quant à elle, demeure une

fédération de fédérations locales au caractère décentralisé dont les spécificités restent fortes comme l'auteure le montre avec l'épisode du procès d'Oradour en 1953.

- 7 Le troisième chapitre est consacré aux rejeux mémoriels de la Seconde Guerre mondiale dans un nouveau contexte national avec la fin, en 1947, de l'alliance tripartite SFIO-PC-MRP, et international avec les débuts de la guerre froide. Les divisions entre communistes et socialistes ont un impact sur les pratiques mémorielles de la gauche qui ne sont plus unitaires. Si les socialistes, du fait du refus de Blum d'apporter de l'aide aux Républicains espagnols, connaissent des difficultés sur la mémoire de la guerre civile espagnole largement mobilisée par les communistes au nom du combat antifasciste, ils sont très offensifs dans la lutte contre la réhabilitation de Pétain, notamment au sein du Comité d'action de la Résistance (CAR), et très présents dans la défense de la Résistance en s'engageant dans le tissu associatif des anciens déportés résistants et en prenant de nombreuses initiatives à l'échelle locale. L'auteure mentionne également la contribution d'historiens membres de la SFIO dans la connaissance de la guerre avec Édouard Perroy qui dirige la Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France (Cholf) créée en 1944, et Henri Michel, secrétaire général du Comité d'histoire de la guerre qui deviendra le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale (CH2GM) en 1951. Les socialistes sont donc, dans ces années, des acteurs actifs de la mémorialisation de la guerre prenant une position de plus en plus critique envers les narrations gaulliste de l'homme providentiel et communiste du parti héros-martyr des « 75 000 fusillés ».
- 8 Le quatrième chapitre retrace une série de crises dans les années 1950 qui revêtent une forte dimension mémorielle et finissent par fracturer le parti en 1958. La culture pacifiste héritée de Jaurès qui fondait l'identité socialiste dans l'entre-deux-guerres est mise à l'épreuve par le projet de construction européenne, à l'occasion notamment du vote à l'Assemblée nationale, en août 1954, du projet de Communauté européenne de défense qui déchire la SFIO. La guerre d'Algérie crée de nouvelles tensions dans le parti entre ceux qui la dénoncent, très minoritaires, et une grande majorité soutenant l'action du gouvernement Mollet à partir de 1956, prise dans une mémoire nationale issue de la Résistance qui fait écran à la légitimité du combat anticolonial. La rupture se cristallise avec le retour de Gaulle au pouvoir en juin 1958 et la création d'un parti dissident, le Parti socialiste autonome (PSA), dans le rejet du « national-molletisme ».
- 9 La période 1958-1971 analysée dans le cinquième chapitre voit une SFIO fragilisée dont l'identité ne repose plus sur la mémoire de la Résistance alors que de Gaulle au pouvoir la mobilise fortement (Mont-Valérien, panthéonisation de Jean Moulin). Les divisions sur la guerre d'Algérie se dissolvent dans la dénonciation d'une dérive autoritaire du pouvoir mobilisant les références mémorielles antifascistes de la gauche. Ce front commun contre de Gaulle sert François Mitterrand qui en a fait un positionnement fort depuis 1958, lui permettant de marginaliser les attaques dont il fait l'objet depuis l'après-guerre sur son passé vichyste par la droite, l'extrême droite et les communistes, et de se présenter aux élections présidentielles de 1965 comme une figure d'avenir face à un de Gaulle mis en ballottage.
- 10 La décennie 1970 étudiée au début du sixième chapitre marque la reconstruction des socialistes en 1971 au congrès d'Épinay autour du PS qui intègre ensuite différents courants (rocardiens notamment). L'inversion du rapport de forces avec les communistes au bénéfice des socialistes n'est pas seulement électorale mais également mémorielle avec le front ouvert par le PS sur la défense du 8 mai férié abandonné par le

président Giscard d'Estaing en 1975, et la dénonciation du totalitarisme soviétique. L'inculcation d'une mémoire de gauche constitue l'une des composantes de la stratégie mitterrandienne de la conquête du pouvoir. Différentes archives (brochures, l'hebdomadaire *L'Unité*, bande dessinée) montrent l'effort inédit du parti pour homogénéiser les représentations des guerres auprès de ses adhérents que la moitié, en 1981, n'a pas connu, et pour présenter Mitterrand comme le seul héritier de la longue « marche du peuple de gauche ». Le chapitre se termine par l'analyse de la réception des socialistes à la politique mémorielle de Mitterrand de 1981 à 1995. La Seconde Guerre mondiale demeure centrale avec une lutte antifasciste (mémoire de la Résistance) qui se conjugue désormais avec une lutte antiraciste (génocide des Juifs), le pacifisme ne servant plus, parallèlement, de marqueur identitaire socialiste. Un décalage entre les socialistes et François Mitterrand est perceptible en 1992 autour de la commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv' et la demande, qu'il refuse, d'une reconnaissance officielle des crimes antisémites de l'État français, suivie par les révélations du livre de Pierre Péan en 1994¹. L'auteure constate dans ses archives que ces révélations agitent davantage la direction du PS que les militants des fédérations locales qui se sentent redevables envers l'homme de la victoire du « 10 mai ».

- 11 Dans un style clair et le souci de la nuance dont elle ne se départit jamais, Noëlline Castagnez engage avec ténacité une réflexion engagée depuis Maurice Halbwachs sur la fonction de la mémoire à partir du cas socialiste. Elle démontre, à la suite des travaux de Marie-Claire Lavabre sur le Parti communiste auxquels elle se réfère², que la question mémorielle n'est pas un simple adjuvant de la vie d'un parti politique, mais qu'elle se situe régulièrement au centre de celle-ci, dans les relations entre ses membres, leurs prises de position en interne ou face à leurs adversaires, leurs engagements, leurs liens avec les sympathisants, et ce bien au-delà d'un simple usage stratégique du passé. La mémoire constitue autant une expérience intime directe avec différents passés qu'un capital sur lesquels les socialistes ont structuré leur existence politique.
- 12 Enfin, cette importante recherche démontre tout l'intérêt – et la nécessité – d'une approche historique de la mémoire permettant de déplier ses permanences et ses évolutions sur cinquante années (la conclusion du livre est passionnante sur ce point), dans ses nombreuses dimensions dont celle du rapport au temps. La synthèse mémorielle socialiste mise en exergue par l'auteure, qui a tenu lieu de fil rouge narratif du parti par-delà les divergences et conflits de ses membres, se fonde sur un matérialisme historique de type marxiste hérité du parti ouvrier, conjugué à un finalisme national de type lavissien. Cette lecture du Progrès de l'Histoire qui structure la mémoire des socialistes jusqu'au début des années 1990 nous renvoie à des mises en temporalité du passé désormais révolues.

NOTES

1. Pierre Péan, *Une jeunesse française. François Mitterrand 1934-1947*, Paris, Fayard, 1994.

2. Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.